

Auditeur(trice) et contrôleur(euse) de gestion

RNCP19545 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	314
Formacode(s)	32098, 32652
Code(s) ROME	M1202, M1204, M1205
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	19/07/2022

Certificateur(s)

DE VINCI HIGHER EDUCATION (DVHE) · SIRET : 44087031900025

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

L'auditeur(trice) et contrôleur(euse) de gestion est un(e) acteur(trice) clé de la performance de l'entreprise. Il(elle) participe à la mise en œuvre de la stratégie en définissant et en suivant des indicateurs précis et chiffrés, il(elle) aide les opérationnels(les) à piloter leur activité, il(elle) audite et contrôle les risques organisationnels dans le respect des règles de gouvernance.

- o Préparation, organisation et conduite d'une mission d'audit
- o Analyse et évaluation des risques organisationnels et financiers
- o Communication de la mission
- o Suivi des recommandations
- o Traduction de la stratégie de l'entreprise en objectifs chiffrés
- o Mise en place d'une comptabilité de gestion
- o Mise en place d'une gestion budgétaire
- o Elaboration et audit du système d'information
- o Animation d'une équipe d'auditeurs(trice) internes
- o Animation d'une équipe de contrôleurs(euses) de gestion
- o Communication avec les utilisateurs(trices)
- o Communication avec la direction générale

COMPÉTENCES ATTESTÉES

La certification se décline au travers de 3 blocs de compétences capitalisables :

Réaliser un audit interne à l'entreprise

Piloter l'activité par le contrôle de gestion

Animer les équipes d'auditeurs(trices) internes et de contrôleurs(euses) de gestion

Blocs de compétences

RNCP19545BC01 — Piloter l'activité par le contrôle de gestion

LISTE DE COMPÉTENCES

Descriptif :

Quantifier la stratégie définie par la direction générale.

Piloter l'activité de l'entreprise en définissant les indicateurs et les procédures de suivi

Analyser les écarts et mettre en place les mesures correctives

Contribuer à l'élaboration du cahier des charges du système d'information

Modalités d'évaluation et de certification

Evaluation sur étude de cas réel et à l'occasion d'une mission en entreprise, donnant lieu à rapports écrits individuels et soutenances devant le jury.

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation du bloc de compétences n°2.

RNCP19545BC02 — Animer les équipes d'auditeurs internes et de contrôleurs de gestion

LISTE DE COMPÉTENCES

Descriptif :

Répartir les tâches en cohérence avec la définition de la stratégie d'audit

Répartir les responsabilités selon les secteurs opérationnels à contrôler

Communiquer avec les utilisateurs

Reporter régulièrement auprès de sa hiérarchie, en français et en anglais

Modalités d'évaluation et de certification

Evaluation sur étude de cas réel et à l'occasion d'une mission en entreprise, donnant lieu à rapports écrits individuels et soutenances devant le jury.

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation du bloc de compétences n°3.

RNCP19545BC03 — Réaliser un audit interne à l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Descriptif :

Définir une stratégie d'audit en cohérence avec la stratégie de l'entreprise

Etablir un programme d'audit annuel

Identifier les risques et fragilités

Proposer des mesures correctives

Modalités d'évaluation et de certification

Evaluation sur étude de cas réel et à l'occasion d'une mission en entreprise, donnant lieu à rapports écrits individuels et soutenances devant le jury.

Un certificat des compétences attestées selon les modalités d'évaluation décrites sera délivré à chaque candidat/e à l'issue de la validation du bloc de compétences n°1.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Tous les secteurs d'activité peuvent être concernés toutefois « les secteurs financiers (41%) sont prédominants car ils sont précurseurs dans la création des fonctions de contrôle interne (contrôle permanent, conformité...). Les secteurs Industrie, Commerce et Services sont également bien représentés (40%).

L'auditeur(trice) ou le/la contrôleur(euse) de gestion exerce son activité dans les types de structure suivants :

Association. Cabinet comptable, cabinet d'audit. Collectivité territoriale. Entreprise privée moyenne ou grande (plus de 500 salariés/es). Entreprise publique/établissement public. Société de conseil (prestataire).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les fonctions occupées par l'auditeur(trice) et contrôleur(euse) de gestion sont couramment les suivantes :

Auditeur / Auditrice; Auditeur / Auditeur Interne; Chargé(e) de mission audit interne; Contrôleur / Contrôleuse de gestion; Contrôleur / Contrôleuse comptable et financière; Chargé(e) d'études financières; Consultant(e) finance/contrôle.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 465 €
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	49 701
Jugés difficiles à recruter	32 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L2X61 — Agents administratifs L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes)

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Président/e de jury : un/e représentant/e d'une entreprise partenaire

Membres du jury : le/la directeur/trice pédagogique + 1 membre du corps enseignant + deux professionnels/les extérieurs/es à l'organisme.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Président/e de jury : un/e représentant/e d'une entreprise partenaire

Membres du jury : le/la directeur/trice pédagogique + 1 membre du corps enseignant + deux professionnels/les extérieurs/es à l'organisme. 50% salarié/e - 50% employeur/euse

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 300 €
Selon la branche	6 300 € – 8 500 €

Prise en charge	Branches concernées
7 300 €	Valeur par défaut · 200 branches
8 500 €	CPNE Branche Caoutchouc, CPNE de l'édition de livres, de l'édition phonographique et de l'édition de musique, CPNE des Télécoms, CPNEFP Mutualité
7 500 €	CPNE Branche Caisse d'Epargne, CPNE de la branche Banque Populaire
8 428 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 237 €	CPNEF de la Branche des organismes de formation
7 193 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
7 093 €	CPNEF de la Publicité
7 000 €	CPNEFP de la métallurgie
6 800 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
6 300 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 19/07/2022

Liens avec d'autres certifications

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)
RNCP36619

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
www.ilv.fr
ILV

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/19545/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	13
Montant total engagé	27 095 €
Coût moyen par dossier	2 084 €
Durée moyenne	975 h
Période	05/2020 – 10/2021
France compétences	97 %
Entreprise	3 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.